



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'environnement

-----  
Installations classées pour la protection de  
l'environnement  
-----

**AUTORISATION**

EARL GRIMAULT  
à LA POITEVINIERE

**D3 – 2007 - n° 617**

**ARRETE**

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'honneur,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son livre V ;

**Vu** le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

**Vu** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

**Vu** l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** la demande formulée par Monsieur le Gérant de l'E.A.R.L. GRIMAULT, dont le siège social est au lieu-dit "La Jambuère" 49510 LA POITEVINIERE, afin d'être autorisé à mettre en conformité un élevage de 70 000 canards soit 140 000 équivalents-animaux, situé à la même adresse ;

**Vu** les plans annexés au dossier ;

**Vu** l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 22 mai au vendredi 22 juin 2007 sur la commune de LA POITEVINIERE ;

**Vu** les certificats d'affichage ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux de LA POITEVINIERE , JALLAIS, NEUVY EN MAUGES, LE PIN EN MAUGES et SAINT QUENTIN EN MAUGES;

**Vu** l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis du chef du service départemental de la police de l'eau, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours, du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine et du directeur régional des affaires culturelles ;

**Vu** le rapport du 5 septembre 2007 du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 27 septembre 2007 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que l'ensemble des bâtiments ont été régulièrement déclarés à l'inspection des installations classées et que l'augmentation des effectifs est lié au changement de production ;

**Considérant** que le traitement du lisier permet d'exporter une partie des effluents en dehors du canton de Beaupréau ;

**Considérant** que le plan d'épandage a fait l'objet d'une étude agropédologique pour déterminer l'aptitude à l'épandage ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Monsieur le Gérant de L'EARL GRIMAULT, dont le siège social est au lieu-dit "La Jambière" 49510 LA POITEVINIERE, est autorisé à exploiter un élevage de volailles d'une capacité totale de 140 000 Equivalents-animaux, situé à la même adresse.

**Art. 2.** - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous la rubrique n° 2111.1 de la nomenclature.

**Art. 3.** - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe 1).

Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 70 000 canards soit 140 000 équivalents-animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur caillebotis.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé; tout changement dans le mode d'exploitation devra être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4° Réseau de collecte

Tous les effluents liquides ainsi que toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage, du matériel et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisation, caniveaux à lisier, ...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments d'élevage sur litière accumulée et de poules pondeuses en cages.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non retour.

#### 5° Stockage et traitement des effluents

Le stockage est assuré par 125 m<sup>3</sup> utiles de préfosse en bâtiment et 2 fosses extérieures de 1620 et 500 m<sup>3</sup> utiles.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé à la mise en service de l'élevage.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents (liquides et solides) produits dans l'installation, pendant six mois au minimum.

L'ensemble du lisier produit fait l'objet d'un traitement par séparation de phase conformément au dossier déposé. La phase solide est stockée sous un bâtiment à construire de 200 m<sup>2</sup>.

La partie solide est exportée vers un composteur agréé 2170 (annexe 2)

La phase liquide est dirigée vers la fosse de 1 620 m<sup>3</sup> pour une valorisation agricole sur le plan d'épandage déposé.

8 A échéance d'un an, l'exploitant transmet à l'inspection un bilan des effluents exportés et des effluents épandus sur le plan d'épandage.

#### 6° Déchets

Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

#### 7° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation dynamique de l'élevage est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

### 8° Epandage

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

L'épandage des effluents produits sur l'exploitation est soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte a minima les éléments suivants:

- L'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- L'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- La localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- Les systèmes de culture envisagée (cultures en places et principales successions) ;
- La nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents à épandre ;
- Les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol, et de culture en utilisant des références locales ou tout autre méthode équivalente ;
- Le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié ;

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe 2).

**Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la préfecture – bureau de l'environnement.**

#### 9° Règles d'épandage

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages; Cette distance peut être réduite à 50 mètres pour l'épandage du compost conforme à l'article n° 10 ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains à forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les compost) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant.

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur les terres nues
Compost conforme à l'article n° 10.	10	non imposé
Lisier lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé.	15	immédiat
Effluents après traitement et/ou atténuant les odeurs,	50	24
Fumiers de volailles après un stockage d'au moins deux mois; Fientes à plus de 65% de matière sèche; Lisier et purin avec utilisation d'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol de type pendillards;	50	12
Autre cas	100	24

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus, à l'exception des composts visés à l'article 10°.

#### 10° Compostage

Les distances minimales définies à l'article 9 s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet à minima deux retournements ou d'une aération forcée;
- la température des andains est supérieure à 55°C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final ( couleur, odeur, texture ).

### 11° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté zone vulnérable du 5 février 2004.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le Cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation:

- le bilan global de fertilisation;
- l'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues;
- les superficies effectivement épandues;
- les dates d'épandage;
- la nature des cultures;
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minérale;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 12° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 200 m<sup>3</sup> située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.



Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

### 13° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

### 14° Equarrissage

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

### 15° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Une étude d'impact sonore est réalisée avant le 30/06/2008 afin de vérifier le respect des prescriptions ci-dessus.

#### 16° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

#### 17° Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 40000 Equivalents-animaux)

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, devra être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et si, nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation.

Le contenu de celui-ci est fixé par arrêté du 29 juin 2004 modifié, relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

18° déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 40000 Equivalents-animaux)

L'exploitant déclare chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans son installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

19° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

**Art.4** – Le pétitionnaire adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'ont été mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation est publié par les soins de la préfecture et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Art. 5** - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Art. 6** - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

**Art. 7** - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de LA POITEVINIERE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de LA POITEVINIERE et envoyé à la préfecture.

**Art. 8** - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M. le Gérant de l'EARL GRIMAULT dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**Art. 9** - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et à la mairie de LA POITEVINIERE.

**Art. 10** - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles du récépissé délivré le 25 mars 1993 au nom de M. Alain GRIMAULT.

**Art. 11** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de LA POITEVINIERE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 23 OCT. 2007

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet de Cholet,  
Secrétaire Général par intérim,

Jean-Claude BIRONNEAU

**Délai et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est d'un an pour les tiers à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

1992x1

plateforme bétc  
couverte pour s

STO 2  
Fosse béton  
600 m<sup>3</sup> réels  
➤ 500m<sup>3</sup> utiles  
profondeur: 2.50m

## LA JAMBUERE

BOIS (chênes, Frênes, Meris  
Prunelliers, Toènes, Fusains, Né  
Charmes, Erables, A



Annexe 2

# CONVENTION DE REPRISE DE CO-PRODUITS SOLIDES DE LISIER DE CANARDS

Entre

FERTIL'EVEIL  
Union de coopératives Agricoles  
26 rue des Tuileries  
85 120 ST PIERRE DU CHEMIN

Et l'adhérent

EARL Grimault  
N. Grimault  
La Jambière  
49150 LA POTENNIERE

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Fertil'Eveil s'engage à traiter le lisier issu de l'élevage de canards de barbare. La quantité de lisier traitée sera de : 4500 m<sup>3</sup> m<sup>3</sup>/an de lisier brut de canards.

Le lisier brut traité sera séparé en 2 phases :

- 1 phase solide (co-produits) exportée vers la plate-forme de compostage FERTIL'EVEIL
- 1 phase liquide conservée sur l'exploitation

## ARTICLE 2 : REPRISE DES CO-PRODUITS APRES TRAITEMENT

N. Grimault s'engage à traiter 4500 m<sup>3</sup> de lisier brut par, 100 % des co-produits solides produits seront exportés.

Les co-produits issus du traitement du lisier de lisier de canards seront repris et livrés sur la plate-forme de compostage FERTIL'EVEIL (Installation Classée n°2170) agréée sous le n°05-DRCLE/1-611, qui se chargera de la transformation et de la commercialisation des composts.

La quantité de co-produit exportée vers la plate-forme de compostage sera de : 230 tonnes /an.

Ces co-produits représenteront l'exportation de : 5000 unités d'azote/an  
13 000 unités de phosphore /an

## ARTICLE 3 : QUALITE DU PRODUIT

Les co-produits repris par FERTIL'EVEIL, devront répondre au cahier des charges, mis en place par FERTIL'EVEIL, qui vous sera remis lors de la signature de la présente convention.

## ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Le point de départ étant la date de la signature.

A l'échéance, la présente convention se renouvellera par tacite reconduction, dans l'hypothèse où aucune modification contractuelle n'intervient.

Dénonciation de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec un préavis de 6 mois avant la date anniversaire de la présente convention.

Toute modification ou rupture de cette convention sera signalée sans délai auprès de la Préfecture (Bureau de l'environnement) et de la DSV (Service des Installations Classées).

## ARTICLE 5 : REGLEMENT DES LITIGES - LOI APPLICABLE

Le droit français est applicable à la présente convention.

Tout différent né de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention en sera porté, à défaut de règlement amiable, devant la juridiction compétente siégeant dans le ressort du lieu d'établissement de la CAVAC.

Fait à La Potinière, en deux exemplaires, le 5/03/07

Faire précéder la signature de la mention " Lu et Approuvé "

FERTIL'EVEIL

Po Nathalie POLEIRA  
[Signature]

L'adhérent

Lu et approuvé  
[Signature]

• Relevé parcellaire du demandeur

	Ha Ar Ca	DOSSIER :	EARL GRIMAUT
SAU :	49 49 00		La Jambure
SURFACE EPANDABLE 50m :	45 63 25		49510 La Poitevinere
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	92.21		
SURFACE EPANDABLE 100 m :	43 54 64		

Exploitation de : EARL GRIMAUT  
La Jambure  
49510 La Poitevinere

Dept	Commune nom	N° insee	N° îlots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	la poitevinere	243	1	20 300	20 300	20300	
49	la poitevinere	243	2	77 600	75 259	75259	mare
49	la poitevinere	243	3	92 800	92 800	92800	
49	la poitevinere	243	4	120 700	110 164	110164	cours d'eau mare
49	la poitevinere	243	5	69 600	68 353	65796	fossé tiers
49	la poitevinere	243	6	49 700	28 021	19968	etang tiers cours d'eau fossé
49	la poitevinere	243	7	36 700	34 463	29151	tiers puits cours d'eau fossé
49	la poitevinere	243	8	27 500	26 965	22026	tiers
T O T A U X				494900	456325	435464	

N° îlots	Surfaces des îlots	N° des parcelles
1	20300	A 549
2	77600	B 35 B36 B94 B577
3	92800	B26 B27 B28
4	120700	AC49 AC59 AC60 AC61 AC116 AC117 AC118 AC119
5	69600	B70 B71 B72
6	49700	B78 B79 B80 B81 B82
7	36700	B105 B110
8	27500	B143

• Relevé parcellaire du tiers B :

M. ROBINEAU Jean-Philippe  
La Grande Richaudière  
49510 LA POITEVINIERE

2602

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	EARL GRIMAUULT
SURFACE EPANDABLE 50m :	34 24 50		La Jambuere
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	29 98 08		49510 LA Poitevinierie
	87.55		
SURFACE EPANDABLE 100 m :	29 05 79		

Exploitation de : ROBINEAU Jean Philippe  
La Grande Richaudiere  
49510 La Poitevinierie

Dept	Commune nom	N° insee	N° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	la poitevinierie	243	1	163 461	140 956	140459	tiers etang cours d'eau
49	la poitevinierie	243	2	136 926	120 941	120941	fosse etang cours d'eau
49	jallais	162	3	34 953	34 937	28746	tiers
49	jallais	162	4	7 110	2 974	433	tiers cours d'eau
T O T A U X				342450	299808	290579	

N° îlots	Surfaces des îlots	N° des parcelles
1	163461	AC13 AC22 AC40 AC42 AC83
2	136926	AC65 AC67 AC120 AC121 B374 B389 B702 B736
		B737
3	34953	WN17 WN18
4	7110	WN9



• Relevé parcellaire du tiers D

M. DELAUNAY Jean-Claude  
1, route de l'Erauderie  
49120 CHEMILLE

5405 - reprenant  
758 parcelles  
5218

	Ha	Ar	Ca	DOSSIER : EARL GRIMAUULT
SAU :	12	36	00	LA JAMBUERE
SURFACE EPANDABLE 50m :	11	89	36	49510 LA POITEVINIERE
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :		96.23		
SURFACE EPANDABLE 100 m :	11	89	36	

Exploitation de : EARL DELAUNAY JEAN CLAUDE  
1 ROUTE DE L'ERAUDIERE  
49120 CHEMILLE

Dept	Commune nom	N° insee	N° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	la poitevinierie	243	1	123600	118 936	118 936	mare étang fosse
T O T A U X				123600	118936	118936	

N° ilots	Surfaces des ilots	N° des parcelles
1	123600	B667 B669 B673 B676 B37 B38 B40

• Relevé parcellaire du tiers C

M. GOURDON André  
23 rue Bonchamps  
49600 BEAUPREAU

22 23

replément 2794

10 terrain  
le patis

SAU :	Ha	Ar	Ca	DOSSIER : EARL GRIMAUT
SURFACE EPANDABLE 50m :	26	16	90	LA JAMBUERE
COEFF. DE DISPONIBILITE 50m :	22	65	08	49510 LA POITEVINIERE
SURFACE EPANDABLE 100 m :	86.56			
	21	30	10	

Exploitation de : GOURDON ANDRE  
23 RUE BONCHAMPS  
49600 BEAUPREAU

Dept	Commune nom	insee	N° Ilots	Superficie Parcelle	Superficie épandable 50 m	Superficie épandable 100 m	Observation
49	jallais	162	1	204 766	169 584	156086	tiers mare cours d'eau fosse
49	jallais	162	2	56 924	56 924	56924	
TOTALS				261690	226508	213010	

N° îlots	Surfaces des îlots	N° des parcelles
1	204766	WB17 WB18 WB19 WB57 WB138 WB140 WB192
2	56924	WC5

Vu pour être annexé  
à l'arrêté  
en date du 23 OCT. 2007  
ANGERS, le 23 OCT. 2007  
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

Fabienne LEGE